



Austérité et chantage à la dette ! Dans l'enseignement supérieur aussi !!

La CPU (conférence des Présidents Université) avait appelé « l'autonomie des universités » de ses vœux. Le gouvernement la lui a accordée, d'autant plus volontiers qu'il y voyait l'un des principaux outils de sa réforme de l'enseignement supérieur. De fait, la restructuration du paysage universitaire est en cours : la course à « l'excellence » (et surtout aux budgets reliés) a poussé certaines universités à fusionner, se regrouper, etc. Mais le processus ne va pas assez vite au goût du gouvernement : certaines universités, avec leurs personnels, freinent. Deuxième étape, donc : l'organisation de l'étranglement budgétaire. Comme en Grèce, toutes proportions gardées, la politique de la dette est mise en œuvre pour sommer les universités récalcitrantes d'intégrer les nouvelles « universités uniques ». Le risque à terme est la disparition des universités dans tous les territoires, au profit des seules grosses métropoles régionales universitaires.

La prétendue « autonomie des universités » consacrée par la LRU et les RCE n'a trompé que ceux qui pensaient tirer bénéfice d'une université enfin managée comme le privé et maîtresse de son budget. Les naïfs espéraient que la masse salariale serait miraculeusement épargnée par la RGPP, quand le gouvernement savait en faire au contraire le vecteur du démembrement du Service public de l'enseignement supérieur, de la casse du statut de fonctionnaire d'État de ses personnels. C'est aussi l'instrument d'une politique d'austérité déléguée aux universitaires mêmes, préparant ainsi, notamment, le terrain de l'explosion des droits d'inscriptions.

Aujourd'hui, la politique de la dette s'applique aussi dans le Supérieur : 7 universités sont mises sous tutelle des recteurs et un certain nombre en difficulté financière. C'est un coup de semonce et, de fait, une douzaine d'autres universités sont dans le rouge, obligées de prélever sur leurs réserves pour combler 2011, voire même dans l'incapacité de présenter un budget 2012 en équilibre. Plus nombreuses encore sont celles qui ont anticipé, qui en gelant des postes, qui en réduisant l'offre de formation, qui en réduisant les dépenses de fonctionnement et d'investissements, qui en attaquant les primes et autres éléments de rémunération, voire même en licenciant des personnels contractuels...

« Nous, personnels de l'UPPA, nous ne sommes pas responsables de la situation financière de notre Université »

écrivent les personnels de l'Université Pau et Pays de l'Adour et ils exigent des garanties de leur président et du ministère : « *maintien de tous les emplois statutaires et contractuels, remplacement de tous les départs en retraite, maintien de tous les éléments de rémunération avec paiement à échéance normale, (...) maintien de toutes les heures d'enseignement(...), non augmentation des droits d'inscription des étudiants* » (...) extraits de la motion des personnels de l'UPPA réunis en AG le 17 novembre 2011 avec leurs syndicats CGT, FSE, FSU, FO, Sud étudiants et UNSA.

Ils ont raison ! Aucun personnel d'Université n'est responsable des mesures prises depuis des années par les gouvernements successifs ; aucun agent ne s'est rallié à de telles mesures : il suffit de se souvenir de la mobilisation historique de 2009 pour le maintien du statut particulier des enseignants-chercheurs et pour l'abrogation de la LRU.

Oui, aujourd'hui, tous les personnels universitaires sont en droit d'obtenir des garanties de leurs présidents d'Universités et de leur ministre de tutelle !

► FERC Sup CGT, nous avons caractérisé et combattu les 20 propositions de la CPU, la LRU, les RCE et nous continuons à en demander l'abrogation.

► Nous combattons pour le retour à des budgets d'État, à une gestion nationale des salaires et carrières des personnels, pour l'abandon de la RGPP et des gels ou suppressions de postes, pour la défense inconditionnelle du recrutement sur statut de fonctionnaire d'État...

► Nous constatons que les innombrables collègues non titulaires occupent de fait des emplois permanents de la Fonction publique pour lesquels existent les corps et grades permettant leur recrutement sur postes statutaires. Ils doivent être titularisés ! Et pour cela, les postes de tous grades nécessaires doivent être créés au budget de l'État.

Sans attendre, nous invitons tous les collègues à répondre aux initiatives des syndicats de la FERC Sup CGT, à se réunir pour établir leurs revendications précises, à les porter auprès des responsables de leur Université, auprès du Recteur, chancelier d'Université, représentant du ministère.

Non aux plans d'austérité ! Oui aux revendications !



GABEGIE DES BANQUES ET DE L'ETAT : Ce n'est pas aux salariés de payer l'addition.

Comme en Espagne, en Italie, au Portugal et en Grèce, c'est maintenant, conformément aux diktats des marchés financiers, de l'Union européenne et de ses relais institutionnels, au tour de notre pays de subir une succession et une amplification de plans d'austérités et de mesures antisociales.

Le troisième plan d'austérité en moins de 3 mois de Fillon décidé le 07 novembre 2011 et renforcé le 14 novembre, cherche encore et toujours à faire payer par les salariés la dette dont seuls le gouvernement et les politiques libérales sont responsables.

Parmi les mesures prises le 07 novembre sont prévus :

- Gel du montant de la plupart des prestations sociales et indexation de ces prestations sur une hypothétique croissance attendue.
- Hausse à 7% du taux réduit de la TVA (sauf produits dits de première nécessité), avec pour conséquence, les titres de transport, les livres, la rénovation des logements plus chers.
- Augmentation des impôts par le biais de la désindexation des barèmes. Les maigres augmentations salariales feront alors basculer des milliers de contribuables dans la tranche supérieure. Cela représente une augmentation conséquente pour un salarié au smic.
- Nouvelles attaques, sous le couvert fallacieux de lutter contre la fraude à la protection sociale :
 - Contre la Sécurité Sociale et le droit à la santé par l'instauration d'un 4^{ème} jour de carence pour les salariés du privé
 - Contre le statut de fonctionnaire par l'instauration d'un jour de carence pour les fonctionnaires
- Durcissement de la mise en œuvre de la contre réforme des retraites en avançant à 2017 les mesures prévues pour 2018

Sans oublier les mesures de régression qui s'ajoutent à ce plan :

- Les coupes budgétaires dans l'éducation nationale, l'enseignement supérieur et la recherche, la culture et tous les services publics.
- Les attaques frontales contre le service public de la formation (AFPA, GRETA, CNAM).
- Les attaques contre les conventions collectives, contre le statut dont le récent projet de décret gouvernemental d'évaluation des enseignants est un nouvel exemple, projet dont la FERC-CGT demande le retrait.

Dans le même temps, et pendant que les salariés se tuent au travail, le gouvernement continue à distribuer les cadeaux fiscaux aux riches, les exonérations de cotisations sociales toujours plus importantes pour les patrons, mais aussi pour les grands groupes de services et industriels. Ces mesures prises à l'égard du patronat et des banques d'affaires ont eu pour conséquence de diminuer dans des proportions gigantesques les recettes de l'état et de faire s'envoler le déficit pendant la mandature du gouvernement Sarkozy/Fillon, (+85 milliards d'euros). Sans parler de la dette qui dorénavant s'élève à près de 1 700 milliards d'euros.

Le gouvernement et les organismes financiers sont seuls responsables de la dette et cette dette n'est en aucune sorte celle des salariés qui en sont tous victimes.

NON À L'AUSTÉRITÉ, ANNULLATION DU PLAN SARKOZY-FILLON ET DE TOUTES SES MESURES !